

Discours de Monsieur Marcel NAVILLE, Président de la Fondation pour Genève, lundi 26 avril 1982.

\*\*\*\*\*

Monsieur le Vice-Président du Conseil Fédéral,  
Messieurs les Conseillers Fédéraux et Mesdames,  
Monsieur le Président du Conseil d'Etat,  
Monsieur le Vice-Président du Conseil Administratif,  
Mesdames et Messieurs les représentants des Autorités fédérales,  
cantonales et municipales,  
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations  
internationales et du corps diplomatique et consulaire,  
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Il y a 4 ans, la Fondation pour Genève remettait son prix à une personnalité éminente et attachante du monde international, l'Ambassadeur WINSPEARE-GUICCIARDI, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, lequel, pendant toute la durée de ses fonctions, avait fait bénéficier notre ville de son amitié, de sa haute sagesse et de son influence. En portant son choix sur lui, notre Fondation avait voulu souligner que le rôle international de Genève - à l'égard duquel un trop grand nombre de nos concitoyens se montrent encore réservés ou indifférents - est ardemment souhaité et soutenu par des hommes venus d'ailleurs et qui en conçoivent, mieux que nous-mêmes, la nécessité et la valeur. Il est juste qu'à de tels hommes soit témoignée publiquement notre reconnaissance.

Nous sommes très sensibles au fait qu'à la cérémonie d'aujourd'hui aient bien voulu prendre une part active le Chef du Département fédéral des affaires étrangères et le Président du Conseil d'Etat de la République et canton de Genève. Leur concours donne au geste de notre Fondation une portée nationale, digne des quatre personnalités auxquelles il est adressé.

Les républiques, dit-on, sont ingrates. Cela est peut-être vrai parfois. Mais ce qui ne l'est pas moins, c'est que beaucoup des plus grands serviteurs de l'Etat accomplissent leur tâche sans

prétendre à d'autre récompense que la conviction d'avoir agi dans l'intérêt du bien public. Il est par conséquent difficile d'exprimer une reconnaissance qui soit à la hauteur de leurs mérites sans risquer de blesser leur très sincère désir de discrétion.

Ce n'est donc pas une longue biographie de nos 4 anciens Présidents de la Confédération que je vous propose. Je mentionnerai, dans un instant, quelques-unes seulement de leurs actions les plus dignes de mémoire.

En faisant appel à l'un des analystes les plus qualifiés de la politique étrangère de la Suisse, le Professeur Jacques FREYMOND, en lui demandant de brosser, en un trop bref raccourci, le tableau de 40 ans de présence helvétique sur la scène politique mondiale, il nous a semblé, MM. les Conseillers fédéraux, vous rendre hommage d'une manière indirecte peut-être, mais plus conforme à votre personnalité.

Qu'il me soit permis cependant de relever brièvement sur quels points l'activité de chacun d'entre vous, au sein de la plus haute autorité exécutive de notre pays, a eu pour notre cité des effets durables et bénéfiques.

Vers la fin de la dernière guerre, on entendait souvent parler de Genève comme d'une ville moribonde, appelée à se dépeupler peu à peu au profit de centres plus actifs. Réduite à l'état de chef-lieu d'un canton minuscule, elle était victime d'une sorte de difficulté de respiration et il devenait urgent de lui donner un nouveau souffle. Un des éléments qui, certainement, y a le plus contribué a été le retour de Genève sur la scène internationale. Il appartenait à Monsieur Max PETITPIERRE de réaliser ce vers quoi tendaient les efforts conjugués de beaucoup de Genevois, de Confédérés et même d'étrangers.

En signant, en 1946, avec Monsieur Trigve Lye, secrétaire général de l'ONU, après des négociations difficiles, les accords qui établissaient à Genève le siège européen des Nations Unies,

Max PETITPIERRE faisait sortir Genève de son dangereux isolement. Cet acte de profonde clairvoyance n'allait pas de soi. Genève était encore traumatisée par l'échec déplorable de la Société des Nations. Elle voyait avec une profonde méfiance revenir dans ses murs une institution rénovée, certes, mais alourdie, mal assurée, privée de cet enthousiasme un peu naïf mais sincère qui avait présidé à la création de la S.D.N. On n'allait pas tarder cependant à voir les premiers prolongements de cette féconde décision.

En 1949, Max PETITPIERRE ouvrait solennellement et présidait la Conférence diplomatique qui devait aboutir à la révision, à l'amélioration et à l'extension des Conventions de Genève, dites, improprement d'ailleurs, Conventions de la Croix-Rouge. Genève, fière de ce renouveau humanitaire, reprenait confiance dans sa vocation internationale. D'autres conférences allaient se succéder dans notre ville, ayant toutes pour objet de rechercher, dans leurs secteurs respectifs, une solution pacifique. A l'occasion de chacune d'entre elles, vous avez été, Monsieur PETITPIERRE, un animateur, parfois en retrait, mais toujours indispensable.

Avec Albert PICOT vous avez été l'artisan de l'installation du CERN sur notre territoire. Comme on ne fait rien chez nous sans se heurter à un formidable rempart de négativité, il vous a fallu surmonter des résistances tenaces pour persuader notre population d'accepter ce prodigieux laboratoire que le monde entier nous envie.

La fin de votre carrière politique en 1961, ne vous a pas, pour autant, éloigné de nous. Pendant de nombreuses années, vous avez été au Comité international de la Croix-Rouge, un des membres les plus assidus, les plus compétents, et dont les avis avaient le plus de poids.

Trop succinct, ce rappel de votre carrière n'est qu'un bilan très incomplet de tout ce que nous vous devons.

M. WAHLEN, votre notoriété ne date pas de votre élection au Conseil fédéral en décembre 1958. Aucun citoyen de ce pays,

aucun Genevois par conséquent, ne peut oublier que le fameux plan d'extension des cultures qui porte votre nom, a largement contribué, au cours de la dernière guerre, à maintenir notre indépendance. La préparation de ce plan fut un travail immense et minutieux où chaque prairie, chaque verger, chaque machine agricole, chaque entrepôt de fourrage furent passés en revue et évalués par les groupes d'experts que vous aviez constitués. Le programme qui en résulta consistait, en gros, à doubler, à presque tripler l'étendue des surfaces cultivées. Ce fut alors, sans préjudice de la mise sur pied de l'armée, une véritable mobilisation de la population toute entière. A côté des 200.000 agriculteurs suisses, hommes, femmes, enfants, civils et militaires en congé, particuliers et entreprises, tous se jetèrent dans cette bataille pour la production et la survie. Vous évoquiez vous-même, il n'y a pas longtemps, "ces modestes grand-mères qui plantaient des légumes dans les pots de fleurs décorant leurs fenêtres". Vous nous avez guidés dans cet élan étonnant et unanime, vous nous avez évité la famine, vous nous avez montré que par l'effort et l'union on peut sauver sa liberté.

Votre passage au Département politique, de 1961 à 1965, a eu pour notre ville des conséquences extrêmement heureuses. En 1964, a été créée la FIPOI, cette Fondation immobilière pour les organisations internationales qui, grâce aux crédits consentis par la Confédération, pouvait désormais programmer avec ordre et méthode l'extension nécessaire de la zone internationale. L'année suivante, d'âpres controverses éclatèrent au sujet de l'installation à Genève de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement). Une décision négative eût entraîné probablement une véritable débandade des institutions internationales avec des conséquences incalculables pour l'économie de notre canton. L'approbation fut arrachée de justesse. C'est alors qu'apparut clairement la nécessité d'établir une liaison permanente entre la Berne fédérale et la Genève internationale. En 1966, on vit, chose

de prime abord paradoxale, se fixer à Genève une mission diplomatique permanente de la Suisse auprès des organisations internationales. Aucune décision ne pouvait être mieux venue. Il est impossible de détailler tous les services que cette mission a rendus dans toutes sortes de domaines et, en particulier, dans celui des relations entre la population genevoise et les internationaux. Et puisque c'est aujourd'hui un jour d'action de grâces, qu'il me soit permis d'associer à l'hommage qui vous est rendu, MM. les conseillers fédéraux, les noms des chefs successifs de cette mission, qui sont presque tous présents dans cette salle : les ambassadeurs René Keller, Jean Humbert, André Dominicé, Olivier Exchaquet et, actuellement en poste, François Pictet.

Il y a quelque mérite de la part d'une capitale fédérale à laisser à une autre ville le rôle prestigieux de ville internationale et à lui donner les moyens de s'en acquitter dignement. Cet appui, Monsieur SPUHLER, vous nous l'avez sans cesse accordé. Vous avez été, à Berne, le plus loyal, le plus convaincant de nos défenseurs. Vous avez plaidé notre cause auprès des instances fédérales aussi bien en ce qui concerne notre développement local que notre rayonnement international. Déjà, entre 1960 et 1965, en votre qualité de Chef du département des transports, des communications et de l'énergie, vous avez eu à faire à la 4e étape de la construction de l'aéroport de Cointrin et à un accroissement considérable de nos moyens de communication par la construction de 3 grandes centrales téléphoniques et de deux bâtiments postaux.

Dès 1965, comme ministre des affaires étrangères, vous n'avez cessé d'être associé à l'édification des grands complexes internationaux, tels que le CERN et l'OMS par exemple. Vous avez fait voter, dans le cadre de la FIPOI, les crédits importants destinés à l'agrandissement de l'Union internationale des télécommunications et de l'Organisation météorologique mondiale, deux des plus utiles parmi les organisations internationales vouées à des travaux dont nous recueillons chaque jour les fruits.

D'autres initiatives ont eu lieu sous votre mandat : une Commission mixte formée de représentants de la Confédération et du canton a été créée en 1967. Sa tâche était, entre autres, de faire supporter par la Confédération une partie des charges financières de Genève. Aide précieuse, même si elle ne fut que temporaire. Pour conduire son action, cette Commission pouvait s'appuyer sur une ample étude dont vous aviez chargé votre département. Cette étude, en analysant les différents aspects du problème genevois a contribué à dissiper, dans une grande mesure, un certain malaise à l'égard de la proportion grandissante de la population étrangère à Genève.

Tout au long de votre mandat, vous avez témoigné, pour la situation spéciale de Genève, une compréhension que je trouve résumée dans la phrase suivante d'un message que vous avez adressé aux Chambres fédérales : "La coopération internationale, telle que nous l'avons de tout temps encouragée et facilitée à Genève, est déjà en elle-même une contribution à la paix".

Oui, et merci, Monsieur Spühler !

L'ambitieux programme de la FIPOI a amené le chef de notre diplomatie à procéder, de plus en plus souvent à des inaugurations qui, vous me le faisiez remarquer, Monsieur GRABER, n'étaient pas celles des chrysanthèmes, parce que chacune d'entre elles, ouvrait un nouveau chapitre de notre histoire. Ainsi, après la pose de la première pierre de la tour de l'UIT, vous avez inauguré le Super CERN, le centre William RAPPARD et le Centre international de Conférences, qui allait être peu après le quartier général de la longue Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire. Si, durant vos huit années de fonction, vous avez pris la parole plus souvent à Genève que dans aucune autre ville de Suisse, cela est très significatif de la place prépondérante prise par notre cité dans la politique étrangère de la Confédération.



Je voudrais surtout mettre l'accent sur un aspect de votre activité à la tête du département fédéral des affaires étrangères, de 1970 à 1978, parce que cet aspect-là, je crois le bien connaître. A l'instar de vos prédécesseurs, mais dans des conditions parfois dramatiques et presque toujours éprouvantes, vous vous êtes montré un ami sûr du Comité international de la Croix-Rouge. C'est sous votre présidence que le CICR a obtenu une augmentation de la subvention annuelle de la Confédération qui était non seulement considérable mais qui, devant le fabuleux accroissement des tâches du CICR, devenait absolument vitale. Et il est important de souligner ici que l'appui financier de la Confédération a toujours été accordé au CICR dans le respect scrupuleux de son indépendance.

C'est sous votre haut patronage également qu'ont pu être mises au point de nouvelles formes de collaboration entre le CICR et les Autorités fédérales. Le CICR a pu s'assurer de la sorte, en cas de besoin, la collaboration de médecins militaires et de personnel technique de l'administration fédérale et obtenir de l'Etat de substantielles contributions aux vastes actions qu'il était obligé d'entreprendre et qui dépassaient de beaucoup les limites de son budget.

Enfin, de 1974 à 1977, au cours de 4 longues et difficiles sessions, vous avez présidé, avec une compétence et une autorité tranquille qui ont suscité une admiration unanime, la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire. Un des effets et non des moindres de cette Conférence a été de faire connaître à un très grand nombre d'Etats du Tiers-Monde les Conventions et les principes de la Croix-Rouge, cette institution dont le nom est indissolublement lié à celui de Genève.

Je ne suis pas le seul par qui cet engagement en faveur de la Croix-Rouge a été particulièrement apprécié.

Messieurs les Conseillers fédéraux, cette course à la galopade à travers vos riches carrières ne nous laisse pas le temps de nous attarder sur tant de choses qui mériteraient encore d'être relevées. Qu'il me suffise en terminant de mettre en évidence

le lien qui vous unit et a fait de vous les continuateurs d'une même politique : c'est d'être des hommes qui ont eu la passion du bien public. A ce titre, vous n'avez pas été seulement des guides remarquables, vous avez été et vous restez pour nous un exemple.